Point 8 :

Calendrier prévisionnel de la concertation autour du projet Camus (2017-2021) Pour information

Contexte

L'élaboration du Projet CAMUS s'inscrit dans une politique interministérielle portée par la Direction de l'immobilier de l'État (DIE) de réduction de la dépense immobilière, de rationalisation et de valorisation du parc immobilier de l'État et d'harmonisation des conditions d'occupation des espaces tertiaires. Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de son Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) d'administration centrale, le ministère de la culture a défendu un scénario domanial reposant sur le maintien de trois sites au cœur de Paris (Valois, Bons-Enfants et le Quadrilatère des archives), la cession du site de Pyramides et de Richelieu, l'abandon du bail de la rue Beaubourg et le départ de la SDSI du Fort de Saint-Cyr.

Validée par le Conseil de l'immobilier de l'État en 2016 et lancée sous le nom de « projet CAMUS » à l'été 2016, l'opération de regroupement des services de l'administration centrale permet de préserver et de valoriser le patrimoine immobilier du ministère, d'améliorer l'environnement de travail des agents et de faciliter les échanges en regroupant les services aujourd'hui dispersés sur sept sites.

Le maintien de l'administration centrale au cœur de Paris a été confirmé par la DIE en juin 2017. A cette occasion, le ministère a obtenu des arbitrages favorables sur la répartition des espaces du Quadrilatère des archives entre les Archives nationales, l'Administration centrale et le Musée national Picasso de Paris.

Les grandes étapes de la concertation depuis 2016

L'administration a eu le souci constant d'associer les représentants du personnel à ce projet et de mener la concertation approfondie nécessaire. Ainsi, le dialogue social est présent tout au long de la construction du projet avec des points d'étape réguliers au sein des instances de l'administration centrale et des réunions dédiées depuis l'origine.

Il s'inscrit également dans une démarche de consultation et d'information continue des agents.

La phase opérationnelle du projet a démarré par les études de diagnostic immobilier et le recueil des besoins des services (une quarantaine d'entretiens fonctionnels avec l'ensemble de l'encadrement et des ateliers thématiques à destination des agents ont ainsi été organisés).

La nouvelle **répartition des services entre les 3 sites cibles du projet a été validée à l'issue du CTM du 3 octobre 2017**. A cette occasion, la Ministre de la Culture a validé le projet d'implantation des services entre les trois sites. Sur les trois hypothèses de répartition présentées, toutes permettaient de reloger l'ensemble des agents au cœur de Paris, sans dégradation des temps de transport domicile-travail pour l'ensemble des agents sauf pour les agents installés au Fort de Saint Cyr.

La répartition des services ainsi validée permet de :

- minimiser l'impact sur les agents : c'est en effet l'option qui implique le moins de déménagements entre les sites et qui minimise les changements d'environnement pour les agents ;
- assurer l'installation des services dans de bonnes conditions ;

- répondre aux besoins exprimés par les services, notamment celui d'un environnement de travail plus adapté au travail en commun, avec des espaces plus conviviaux, et des espaces de confidentialité plus nombreux.

La deuxième étape du projet, le macrozonage, a permis d'établir les plans d'implantation des directions générales et services rattachés au ministre dans les étages au sein de chacun des trois sites. Cette étape a été validée au premier trimestre 2018. **A cette occasion, ont été présentés pour avis au CHSCT-AC du 29 mars, la nouvelle charte d'aménagement, qui définit des règles communes pour l'attribution des bureaux, ainsi que les principes directeurs relatifs à l'évolution de l'environnement de travail des agents,** qui consistent à créer, en complément des bureaux et des salles de réunion, des espaces collectifs et des lieux de travail informels ou communs. Cette étape a été conclue par une grande campagne d'information en direction des agents de l'administration centrale pour les informer du résultat du macrozonage et leur donner de la visibilité sur l'information disponible à chaque étape du projet.

Comme annoncé lors des CHSCT-AC des 29 mars et 20 juin derniers, les travaux du Quadrilatère des archives nécessitent de reloger l'ensemble des agents de l'administration centrale (DGP/SIAF et DFST) et du Conseil international des Archives actuellement présents sur le site dans un bâtiment modulaire provisoire qui sera installé sur la pelouse de Rohan pendant toute la durée des travaux d'avril 2019 jusqu'à l'été 2021. Cet ensemble immobilier accueillera également au sein d'espaces indépendants les agents du musée national Picasso de Paris actuellement présents au sein de l'hôtel de Rohan. **Les plans d'installation au sein du bâtiment modulaire ont été présentés à l'avis du CHSCT-AC d'octobre 2018.**

Concernant le site des Bons-Enfants, le programme et les principes de mise en œuvre des travaux ont été présentés lors du CHSCT-AC du 3 octobre 2018. Cette première phase de travaux prévoit le réaménagement et la reconfiguration des espaces de travail collectifs et des espaces communs, avec notamment la création de pôles de travail (places Saint-Honoré et place Basse), et le réaménagement des « coins café », de nouveaux points photocopies, la modernisation des salles de réunion existantes et la création de salles nouvelles, la reconfiguration de la cafétéria au rez-de-chaussée et le décroisement ponctuel de certains bureaux. Dans la mesure où les agents continueront à travailler dans le bâtiment pendant les travaux, le maître d'œuvre qui sera désigné d'ici la fin de l'année devra établir une stratégie de limitation et de réduction des nuisances pendant le chantier.

Au total, dès la phase d'instruction du SPSI, puis tout au long de la phase opérationnelle, la concertation sociale a été réalisée de façon régulière à l'occasion de :

- 6 réunions informelles avec l'ensemble des représentants du personnel (20 mai 2015, 29 juin 2016, 6 janvier 2017, 9 mars 2017, 20 septembre 2017, 9 mars 2018),
- 6 réunions bilatérales avec chaque organisation syndicale durant l'été 2017 sous la présidence du Cabinet,
- 3 présentations en CTM (10 juillet 2015, 17 septembre 2015, 3 octobre 2017),
- 11 présentations en CHSCT d'administration centrale (2 octobre 2015, 10 décembre 2015, 16 février 2016, 29 septembre 2016, 24 novembre 2016, 25 janvier 2017, 28 novembre 2017, 29 mars 2018, 20 juin 2018, 3, 12 et 17 octobre 2018),
- 6 CT d'administration centrale (16 juin 2015 ; 25 septembre 2015, 15 juin 2016, 21 septembre 2016, 28 février 2017, 27 avril 2018) ;

Par ailleurs, plusieurs réunions des instances de gouvernance du projet et réunion avec l'encadrement ont eu

lieu :

- 3 comités stratégiques avec l'ensemble des directeurs et chefs de service rattachés au Ministre,
- 8 comités de pilotage avec les référents du projet dans les services ;
- 1 réunion de présentation et d'échanges avec l'ensemble de l'encadrement.

Enfin, les agents ont pu bénéficier d'un dispositif complet d'information, comportant notamment :

- 2017 – 2018 : 8 ateliers participatifs ;
- 2017 : 3 visites du Quadrilatère des archives ;
- 7 infolettres Camus et une campagne de communication au printemps 2018.

Les prochaines étapes de la concertation autour du projet Camus

L'articulation des compétences des instances de concertation est définie dans la note du secrétaire général datée du 26 décembre 2013, notamment sur les questions relatives aux conditions de travail des agents. C'est sur cette base que le calendrier de la concertation pour les échéances à venir, de 2019 à 2021, a été élaboré en prenant en compte l'articulation entre les CT et CHSCT compte tenu de leurs champs de compétence respectifs.

Ce calendrier prévisionnel s'articule avec le calendrier opérationnel du projet sur les trois sites et les différents jalons et vise à assurer l'évaluation et la prévention de tout risque pour la santé des agents et à améliorer leurs conditions de travail.

- Ainsi en 2019, l'avancement du projet sur le site du Quadrilatère archives sera conditionné par le passage systématique devant les instances sur les points suivants :
  - les plans de déménagement des agents au sein des modulaires sera présenté au premier trimestre de 2019 avec une articulation complémentaire entre CHSCT et CT,
  - l'avancement des études du maître d'œuvre avec les phases APS et APD permettra d'aboutir à l'élaboration du microzonage de la DGCA et de la DGP (SIAF, DFST, DAEI). Le résultat de ces études sera alors présenté lors d'un CHSCT-AC qui se réunira à l'automne 2019 de façon à donner du temps à une séquence de concertation préalable la plus large possible, avec notamment une visite du site du QA par les membres du CHSCT-AC, une réunion préparatoire et un temps d'échange avant la présentation du projet.

Concernant le site des Bons-Enfants, l'année 2019 sera marquée par les phases d'études du maître d'œuvre qui sera désigné fin 2018. Elles permettront en fin d'année 2019 de présenter au CHSCT-AC l'organisation des travaux en site occupé, dont le démarrage est prévu au printemps 2020. Par ailleurs, le programme et les principes de mise en œuvre des travaux de la phase 2 qui portent sur le réaménagement du rez-de-chaussée (création d'un nouvel accueil et du centre de ressources) feront l'objet d'une présentation au CHSCT-AC du 2^e trimestre.

- En 2020, le Quadrilatère des archives et les Bons-Enfants seront en travaux. Un point d'avancement systématique est donc prévu de manière à tenir informé les membres du CHSCT-AC. Par ailleurs, les études de microzonage pour les sites des Bons-Enfants et de Valois feront l'objet d'une présentation au CHSCT-AC du premier trimestre pour ce qui concerne la méthodologie employée et au dernier

trimestre de l'année pour la présentation pour avis des résultats.

- En 2021, année d'achèvement du projet sur les trois sites avec la mise en œuvre des déménagements : les plans nominatifs d'implantation permettront aux représentants du personnel d'avoir une information précise sur les futures conditions de travail et l'aménagement des bureaux. La programmation des déménagements entre les sites et au sein des sites fera l'objet d'un avis du CHSCT-AC et de l'information du CT-AC.

Des visites des membres des instances sont également prévues notamment dans le cadre de l'avancement des travaux au Quadrilatère des archives et des Bons-Enfants.

Le service de médecine de prévention est associé et consulté sur l'avancement des différentes étapes du projet.

L'attache du nouvel ISST référent pour l'administration centrale sera prise dès sa nomination de manière à l'associer aux réflexions et avancements du projet.

Enfin, concernant l'avancement du projet sur le site du Quadrilatère des archives, la coordination avec les Archives nationales et le Musée Picasso permet de gérer les questions de co-activité et de programmer en parallèle les instances de chacune des structures.

Liste des documents communiqués

- Calendrier prévisionnel de la concertation autour du projet 2017-2021
- Dossier de présentation du projet CAMUS : de la genèse à la mise en œuvre. Point au 20 novembre 2018